

ADMINISTRATION COMMUNALE DE JETTE

Région de Bruxelles-Capitale

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Séance publique

PRESENTS :

MM. Doyen, Bourgmestre-Président;
Hermanus, Mme Gallez, MM. Gosselin, Lacroix, Mmes Vandevivere, De Pauw,
MM. Leroy et Pirotin, Echevins;
Lieverinckx, Mme De Kock, MM. Vandenheede, Paternotte, Werrie, Mme Vanderzippe,
MM. Lootens-Stael, Fahey, Mme De Berlangheer-Lichtert, M. Mennekens, Mme Van der
Borst, MM. Goujard, Amisi Yemba, Errazi, Van Nuffel, Gatz, Dewaels, Mmes Draoui,
Gobbe, M. Ahidar, Mme Maes, M. Dallemagne, Mmes Rouffin, Moreau, Dekeyser et
Nsikungu, Conseillers;
Empain, Secrétaire communal.

ORDRE DU JOUR COMPLEMENTAIRE

REF. : 24/11/2010/A/018

OBJET : TAXE SUR L'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC -
MODIFICATIONS

Le conseil communal,

Vu la situation financière de la commune ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu le règlement communal concernant la taxe sur l'occupation temporaire du domaine public du 19/12/2007 (réf. : 19/12/2007/A/023) ;

Considérant que, suite à l'entrée en vigueur de la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur, il y a lieu d'adapter l'article 8 et d'ajouter un nouvel article 16 ;

Considérant que pour assurer une information claire et précise, il y a lieu de modifier l'article 6 et d'ajouter les articles 11 à 13 et 15 ;

Considérant en outre que, pour assurer le respect du présent règlement, il y a lieu d'ajouter un article 14 prévoyant une amende administrative ;

Sur proposition du collègue ;

Décide d'adapter le règlement communal du 19/12/2007 (réf. : 19/12/2007/A/023) concernant la taxe sur l'occupation temporaire du domaine public et d'en modifier le titre.

Le règlement adapté se présente donc comme suit :

Règlement communal concernant la taxe sur l'occupation temporaire du domaine public.

Article 1. Il est établi pour les exercices 2010 à 2013 inclus une taxe pour le stationnement sur la voie publique définie par jour et par 3 mètres ou fraction de 3 m de longueur ou de diamètre relative à l'occupation de la voie publique par des activités foraines ou ambulantes autres que celles tombant dans le champ d'application du règlement "Droits de place - kermesses" ou de celui "Droits de place - marchés publics".

Article 2. La vente de fleurs à l'occasion de la Toussaint donne lieu au paiement d'une taxe définie par semaine et par tranche de 3m d'occupation de la voie publique pour les emplacements aux abords du cimetière ou ailleurs.

Article 3. Pour les photographes ambulants opérant sur la voie publique ou dans les lieux publics, la taxe est définie par jour.

Article 4. Tous les montants des taxes définies ci-dessus s'établissent comme suit:

Taux en Eur pour :	2010	2011	2012	2013
activités foraines (par jour et par 3m)	19,00	19,50	20,00	20,50
vente de fleurs (par semaine et par 3m)	107	110	114	117
photographes ambulants (par jour)	32	33	34	35

Article 5. En cas de compétition pour un même emplacement, cet emplacement sera mis en adjudication entre les demandeurs sur la base d'une offre initiale égale au montant de la taxe.

Article 6. Les taxes prévues aux articles 1, 2 et 3 sont payables au comptant par paiement à la caisse communale ou par virement sur le compte communal. En cas de non-paiement de la taxe dans les 5 jours de son établissement, la taxe sera perçue par voie de rôle. La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de la loi du 24/12/1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales.

Article 7. La quittance délivrée est absolument personnelle. Il est défendu aux titulaires de la céder à qui que ce soit.

Article 8. Le stationnement sur la voie publique est subordonné à une autorisation préalable de Monsieur le Bourgmestre.

L'octroi de cette autorisation est nécessaire pour des raisons impérieuses d'intérêt général et dans la mesure où tout contrôle a posteriori interviendrait trop tard et pourrait avoir porté atteinte à l'ordre public, à la santé, sécurité, tranquillité, salubrité publique.

Toute demande d'une telle autorisation devra être introduite conformément à l'article 16 et comporter les éléments suivants :

- identité et adresse du demandeur ;
- numéro d'entreprise ;
- copie recto-verso de la carte de marchand ambulant valable au-delà du 01.10.2006 ou de l' « autorisation patronale » ;
- nature du produit qui sera proposé à la vente ;
- s'il y a lieu, une attestation récente de conformité de l'installation électrique et/ou des appareils au gaz utilisés délivrée par un organisme de contrôle agréé ;
- s'il y a lieu, une attestation récente en matière d'hygiène pour la vente de denrées alimentaires ;
- période d'activité et horaire relatif à l'exercice de cette activité.

Le Bourgmestre pourra refuser d'octroyer l'autorisation pour les raisons suivantes :

- décision du Collège des Bourgmestre et Echevins limitant l'activité proposée ;
- si l'octroi d'une telle autorisation est contraire à une norme légale supérieure ;
- avis négatif des services de police notamment en raison de nuisances sonores, troubles de voisinage, trouble de l'ordre public ;
- pour des raisons impérieuses d'intérêt général dont
 - des raisons de sécurité, notamment si les garanties de sécurité sont insuffisantes,
 - des raisons de santé publique, d'hygiène (notamment garanties insuffisantes du respect des normes d'hygiène),
 - des raisons de protection de l'environnement en général et de l'environnement urbain en particulier,
 - des raisons de protection du consommateur.

Cette autorisation est révoquée en tout temps si un des motifs de refus repris à l'alinéa précédent apparaît ou suite à un trouble de l'ordre public, au non respect du code de la route, à un rapport négatif émis par le vétérinaire communal concernant l'hygiène en général et/ou la présentation des produits en particulier.

- Article 9. Le collège peut accorder une dérogation au présent règlement pour des marchés de brocante occasionnels organisés sous le patronage d'une association locale et de l'Administration communale.
- Article 10. Les taxes telles que définies ci-dessus sont applicables à partir du 01/12/2010 et ce jusqu'au 31.12.2013 inclus.
- Article 11. L'administration adresse au redevable une formule de déclaration, que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée, datée et signée avant l'échéance mentionnée dans ladite formule.
Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer spontanément à l'administration communale les éléments nécessaires à l'enrôlement au plus tard dans les 15 jours précédant l'occupation du domaine public.
La déclaration reste valable jusqu'à sa révocation notifiée par écrit à l'administration communale. A défaut d'une telle révocation, l'enrôlement se poursuivra.
- Article 12. La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, tardive, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe conformément à l'article 6 de la loi du 24 décembre 1996. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 200% et sera également enrôlé.
- Article 13. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice, par le Collège des Bourgmestre et Echevins. La réclamation éventuelle doit, sous peine de nullité, être introduite dans un délai de 6 mois à partir de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle. Elle doit en outre être introduite par écrit. Elle doit être motivée, datée, signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :
1. les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel la taxe est établie ;
 2. l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.
- Article 14. Le non-respect du présent règlement entraîne l'application d'une amende d'un montant de 150,- € conformément à l'art. 2 §4 du Règlement Général de Police du 21/01/2009.
- Article 15. L'établissement, le recouvrement et le contentieux sont réglés conformément aux dispositions légales et réglementaires en la matière.
- Article 16. Toute demande relative à la présente réglementation doit être introduite auprès de l'Administration Communale de Jette par courrier (chaussée de Wemmel 100 à 1090 Jette), fax (+32(0)2/425.24.61) ou voie électronique (info@jette.irisnet.be). Elle fera l'objet d'un accusé de réception dans les 30 jours et d'une réponse motivée adressée dans les deux mois suivant sa réception pour autant que l'ensemble des documents demandés aient été fournis.
- Article 17. La présente délibération remplace celle prise le 19/12/2007 et portant la référence 19/12/2007/A/023 et sera d'application à partir du 01/12/2010.

Par le Conseil :
Le Secrétaire communal,
(s) P.-M. Empain

Le Président,
(s) H. Doyen

Pour extrait conforme :

Le Secrétaire communal,

Le Collège,

GEMEENTEBESTUUR VAN JETTE

Brussels Hoofdstedelijk Gewest

UITTREKSEL UIT HET NOTULENBOEK VAN DE GEMEENTERAAD

Openbare zitting

AANWEZIG :

HH. Doyen, Burgemeester-Voorzitter;
Hermanus, Mw Gallez, HH. Gosselin, Lacroix, Mwen Vandevivere, De Pauw, HH. Leroy en Pirotin, Schepenen;
Lieverinckx, Mw De Kock, HH. Vandenheede, Paternotte, Werrie, Mw Vanderzippe, HH. Lootens-Stael, Taher, Mw De Berlangere-Lichtert, H. Mennekens, Mw Van der Borst, HH. Goujard, Amisi Yemba, Errazi, Van Nuffel, Gatz, Dewaels, Mwen Dzaoui, Gobbe, H. Ahidar, Mw Maes, H. Dallemagne, Mwen Rouffin, Moreau, Dekeyser en Nsikungu, Raadsleden;
Empain, Gemeentesecretaris.

AANVULLENDE AGENDA

REF. : **24/11/2010/A/018**

ONDERWERP: **BELASTING VERSCHULDIGD VOOR DE TIJDELIJKE BEZETTING VAN DE OPENBARE WEG - WIJZIGINGEN**

De gemeenteraad,

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen ;

Gelet op het gemeentelijk reglement betreffende de belasting op de tijdelijke bezetting van de openbare weg van 19/12/2007 (ref. : 19/12/2007/A/023) ;

Overwegende dat, gevolggend aan het in voege treden van de richtlijnen 2006/123/CE van het Europees Parlement en van de Raad van 12 december 2006 betreffende de diensten van binnenlandse handel, wordt het artikel 8 aangepast en wordt er een nieuw artikel 16 toegevoegd ;

Overwegende dat, om een duidelijke en nauwkeurige informatie te verzekeren, wordt artikel 6 gewijzigd en de artikels 11 tot 13 en 15 toegevoegd ;

Overwegende dat, om het huidige reglement te doen naleven, een artikel 14, die een administratieve boete voorziet, toegevoegd wordt ;

Op voorstel van het college ;

Besluit het gemeentelijk reglement van 19/12/2007 (ref. : 19/12/2007/A/023) betreffende de belasting verschuldigd voor de tijdelijke bezetting van de openbare weg aan te passen en de titel te wijzigen.

Het aangepaste reglement luidt dus als volgt :

Gemeentelijk reglement met betrekking tot de belasting verschuldigd voor tijdelijke bezetting van de openbare weg.

Artikel 1. Er wordt voor de dienstjaren 2010 tot en met 2013 een belasting ingevoerd voor de staanplaatsen op de openbare markten vastgesteld per dag en per lengte of diameter van 3 meter of gedeelte hiervan voor kermisactiviteiten of ambulante activiteiten andere dan die van toepassing zijn in het reglement van de "Standplaatsrechten - Kermissen" en van de "Standplaatsrechten - Openbare markten".

Artikel 2. De verkoop van bloemen ter gelegenheid van Allerheiligen geeft aanleiding tot het betalen van een vastgestelde belasting per week en per gedeelte van 3 m voor de bezetting van de openbare weg en dit voor de plaatsen nabij het kerkhof of elders.

Artikel 3. Voor de fotografen die hun beroep op de openbare weg of in de openbare plaatsen uitoefenen is de belasting per dag vastgesteld.

Artikel 4. Alle bedragen van de belastingen hierboven omschreven zijn vastgesteld als volgt :

Tarieven in Eur voor :	2010	2011	2012	2013
kermisactiviteiten (per dag en per 3m)	19,00	19,50	20,00	20,50
Verkoop van bloemen (per week en per 3m)	107	110	114	117
ambulante fotografen (per dag)	32	33	34	35

Artikel 5. In geval er mededinging bestaat voor één zelfde plaats dan zal deze worden aanbesteed tussen de aanvragers op grond van een eerste aanbod dat gelijk is aan het bedrag van de belasting.

Artikel 6. De belastingen waarvan sprake is in de artikelen 1, 2 en 3 worden contant geïnd via een betaling aan de gemeentekas of per overschrijving op het rekeningnummer van de gemeente. In geval van niet-betaling van de belasting binnen de 5 dagen van zijn vestiging, wordt de belasting bij wege van kohieren ingevorderd. De belasting wordt door de Gemeenteontvanger ingevorderd overeenkomstig de beschikkingen van de wet van 24/12/1996 betreffende de inrichting en de inning van de provinciale en gemeentebelastingen.

Artikel 7. Het afgeleverd kwijtschrift is strikt persoonlijk. De titularissen mogen het aan geen enkel ander persoon overlaten.

Artikel 8. Voor het stationeren op de openbare weg is een voorafgaande toelating van de Heer Burgemeester vereist.

Het bekomen van deze toelating is vereist omwille van het algemeen belang en vermits elke controle a posteriori te laat zou plaatsvinden en schade zou kunnen berokkenen aan de publieke orde, aan de gezondheid, veiligheid, rust, volkshygiëne. Elke aanvraag van dergelijke toelating moet worden ingediend overeenkomstig artikel 16 en zal de volgende elementen moeten bevatten :

- identiteit en adres van de aanvrager ;
- ondernemingsnummer ;
- kopie recto-verso van de leurkaart met geldigheidsdatum na 01/10/2006 of van de "machtiging als werkgever" ;
- aard van het verkoopsartikel ;
- in voorkomend geval, een recent controleattest voor de elektrische installatie en/of van de gasapparaten, afgeleverd door een erkend controleorganisme ;
- in voorkomend geval, een recent hygiëneattest voor de verkoop van voedingswaren ;
- activiteitsperiode en uurrooster betreffende de uitoefening van de activiteit.

De Burgemeester kan de toelating weigeren om volgende redenen :

- beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen die een limiet oplegt aan de voorgestelde activiteit ;
- indien het bekomen van zulke toelating in tegenstrijd is met een hoger wettelijk norm ;
- een negatief advies van de politiediensten met name inzake geluidsoverlast, burenhinder, verstoring van de openbare orde ;
- voor dringende redenen van algemeen belang waaronder ;
 - veiligheidsredenen, met name, wanneer de veiligheidsgaranties onvoldoende zijn,
 - de volksgezondheid, hygiëne (met name, wanneer er onvoldoende garanties zijn bij het naleven van de hygiënenormen),
 - om redenen ter bescherming van het leefmilieu in 't algemeen en het stedelijk leefmilieu in 't bijzonder,
 - om redenen ter bescherming van de verbruiker.

Deze toelating is ten alle tijde herroepbaar, indien één van de redenen van weigering hernomen in de voorgaande alinea zich voordoet of ten gevolge van de verstoring van de openbare orde, het niet respecteren van de wegcode, een negatief verslag afgeleverd door de gemeentelijke dierenarts betreffende de hygiëne in 't algemeen en/of de presentatie van de producten in 't bijzonder.

- Artikel 9. Het college kan van onderhavig reglement afwijken voor de rommelmarkten die bij gelegenheid ingericht worden onder het toezicht van een plaatselijke vereniging en van het gemeentebestuur.
- Artikel 10. De hierboven vermelde belastingen zoals hierboven beschreven zijn van toepassing vanaf 01/12/2010 en dit tot en met 31.12.2013.
- Artikel 11. Het gemeentebestuur zendt een aangifteformulier aan de verschuldigde, die dit volledig ingevuld, gedateerd en getekend vóór de vervaldatum, aangehaald in voornoemd formulier, moet terugsturen.
De belastingplichtige die het aangifteformulier niet ontvangen heeft, moet spontaan de nodige elementen voor de inkohiering aangeven aan het gemeentebestuur ten laatste binnen de 15 dagen voorafgaand aan de bezetting van de openbare weg. De verklaring blijft geldig tot zijn schriftelijke herroeping, gericht aan het gemeentebestuur. Bij gebrek aan deze herroeping zal de inkohiering volgen.
- Artikel 12. Het niet aangeven binnen de voorziene termijn of van een niet correcte aangifte, te laat, onvolledig of onduidelijk vanwege de verschuldigde zal de onmiddellijke inning van de belasting tot gevolg hebben, overeenkomstig artikel 6 van de wet van 24 december 1996. In dat geval zal het bedrag van de toeslag 200% bedragen en zal deze eveneens ingekohierd worden.
- Artikel 13. De inkohiering van de belasting wordt door het college van Burgemeester en Schepenen vastgesteld en invorderbaar verklaard, ten laatste op 30 juni van het jaar volgend op het voorbije dienstjaar. Het eventuele bezwaarschrift moet, op straffe van nietigheid, ingediend worden binnen een termijn van 6 maanden vanaf het verzenden van het aanslagbiljet. Het zal bovendien schriftelijk ingediend worden. Het zal gemotiveerd, gedateerd en getekend worden door de betrokkene of zijn vertegenwoordiger en moet vermelden :
1. de naam, hoedanigheid, adres of zetel van de belastingplichtige ten laste van wie de belasting wordt vastgesteld ;
 2. het voorwerp van het bezwaarschrift en een opgave van de feiten en middelen.
- Artikel 14. Het niet respecteren van het huidig reglement leidt tot een boete van 150,00 € overeenkomstig artikel 2 §4 van het Algemeen Politierglement van 21/01/2009.
- Artikel 15. De vestiging, de inning en de geschillen worden geregeld volgens de wettelijke en reglementaire beschikkingen in kwestie.
- Artikel 16. Elke aanvraag met betrekking tot het huidige reglement moet ingediend worden bij het gemeentebestuur van Jette per briefwisseling (Wemmelsesteenweg 11 te 1090 Jette), per fax (+32(0)2/425.24.61) of per e-mail (info@jette.irisnet.be). Ze zal binnen de 30 dagen het voorwerp uitmaken van een ontvangstbewijs en binnen de 2 maanden, volgend op de ontvangst voor zover alle gevraagde documenten werden afgeleverd, van een gemotiveerd antwoord.
- Artikel 17. Huidige beraadslaging vervangt deze genomen op 19/12/2007 met referte 19/12/2007/A/023 en treedt in werking op 01/12/2010.

Namens de Raad :
De Gemeentesecretaris,
(g) P.-M. Empain

Voor eensluidend uittreksel :

De Gemeentesecretaris,

De Voorzitter,
(g) H. Doyen

Het College,